



JS SUISSE

FORMULAIRE DE PROPOSITION DE PROJET 2021

Dépositaires : Nadia Kuhn (JS Zürich Oberland), Thomas Neder, Leonie Traber, Joelle Jäger (JS ville de Zurich), Raphael Portmann (JS Thurgovie)

Nom du projet : Pas de profit avec la santé – une caisse sociale unique dès maintenant !

1 Description du projet (2'000 caractères maximum, espaces compris)

Décrivez votre projet en général : de quoi s'agit-il ?

La Suisse a le deuxième plus grand pourcentage de PIB consacré à la santé. Les coûts élevés de cette dernière s'expliquent notamment par les prix épouvantables de certains médicaments, les salaires exorbitants des membres de certains conseils d'administration et, surtout, la concurrence entre les caisses d'assurance-maladie.

En comparant la part du PIB suisse dédiée à la santé à celle d'autres pays, il peut être supposé que les profits constituent au moins 30% de cette dernière. Ces bénéfices, en raison d'un système de financement ne tenant pas compte du revenu, sont disproportionnellement financés par les membres les plus pauvres de la société. Le financement de la santé peut donc être considéré, en Suisse, comme une forme d'exploitation capitaliste. Notre proposition d'initiative s'attaque directement à cette injustice, tout en améliorant les conditions d'existence de l'ensemble de la population.

Le financement de la santé en Suisse se fera désormais de la manière suivante :

Le secteur de la santé est exclusivement financé par l'intermédiaire d'impôts progressifs. L'assurance-accidents est étendue à tous les résident·e·s suisses et intégré au système de santé. Les coûts des traitements aigus, des soins de santé ainsi que des soins infirmiers à domicile sont entièrement couverts. Le système prend également en charge les allocations pour perte de gain des personnes qui s'occupent à la maison de leurs proches.

Le financement du système de santé est géré par une nouvelle institution de droit public soumise à un contrôle démocratique. Cette dernière peut, à la suite d'un processus démocratique, ajuster les taux d'imposition et déterminer les prestations devant être prises en charge. Les caisses d'assurance-maladie existantes seront dissoutes et leurs actifs et passifs transférés à la nouvelle institution finançant la santé. Les employé·e·s des caisses maladie doivent être, si elles et ils le souhaitent, engagé·e·s par la nouvelle institution. Les urgences à l'étranger, tout comme celles des personnes en visite en Suisse sont également couvertes.

2 Description succincte (400 caractères maximum, espaces compris)

Décrivez votre projet en 4 phrases courtes, comme si vous récoltiez dans la rue.

Tout le monde s'accorde à dire que les coûts de la santé sont trop élevés. Cette initiative vise à réduire ces coûts, tout en les répartissant plus équitablement. Il est particulièrement important de souligner que, pour l'immense majorité de la population, les coûts seront réduits. La santé ne sera plus financée par le biais de primes par tête, mais par des impôts fixés en fonction du revenu. Les enfants seraient ainsi exemptés de primes.

3 Narratif

Quelle histoire la JS peut-elle raconter avec votre projet ?

La crise du coronavirus a très clairement mis en lumière les problèmes affectant notre système de santé. Le personnel soignant a certes été applaudi avec enthousiasme, mais rien n'a vraiment changé. L'impératif d'efficacité dans la prise en charge des patient·e·s est toujours plus fort. C'est en effet la seule manière, en dehors de celle d'augmenter les prix, de tirer plus de profits du secteur de la santé. Lorsque la santé devient une marchandise, certaines personnes ne peuvent plus se permettre d'y avoir accès. Les « listes noires », qui restreignent l'accès aux soins de base de personnes dans certains cantons, en sont l'exemple le plus criant. Néanmoins, même en dehors de ces cas extrêmes, les primes d'assurance-maladie sont devenues un énorme fardeau pour de nombreux ménages. Les domaines essentiels à la vie tels que la santé doivent être soustraits à la logique de marché. Pour en savoir plus (*en allemand*) : <https://fckaf.de/D7iWeitere>

Liens avec les projets précédents

Comment votre projet peut-il être lié aux initiatives et projets nationaux précédents de la JS Suisse ?

Les campagnes de la JS ont toujours été caractérisées par une volonté de redistribuer les richesses générées par la société. Notre initiative s'inscrit parfaitement dans ce cadre. Si le secteur de la santé est soustrait à la logique de marché et financé sur la base de la solidarité, les travailleuses*eurs seront, au détriment de l'industrie privée de la santé, délesté·e·s d'un lourd fardeau.

Le féminisme a, avec la redistribution des richesses, largement façonné le travail politique de la JS de ces dernières années. Notre initiative est également intimement liée à cette lutte. Le système de santé fait partie de l'économie du « *care* », c'est-à-dire l'économie de la préservation et de la sauvegarde de la vie humaine. Ce travail essentiel n'est, toutefois, dans notre société, pas reconnue, mais dévalorisé, marginalisé et, pour la plupart, imposé aux femmes*, aux personnes inter, non-binaires et trans.

4 Pertinence systémique

Dans quelle mesure votre projet pose-t-il d'importantes questions, comment les provoque-t-il ? Quelles nouvelles idées apporte-t-il sur la scène politique ? Comment attaquer grâce à ce dernier l'hégémonie néolibérale ?

Actuellement, la santé est organisée en Suisse selon une logique de marché et de profit. Les faiblesses de ce système soi-disant efficace sont devenues récemment béantes avec la pandémie de coronavirus. Notre initiative vise, par l'intermédiaire de l'impôt, à soustraire la santé à la logique de marché.

Un financement de la santé par des impôts progressifs entraînerait une redistribution massive des richesses des plus aisé·e·s vers les plus pauvres. Les coûts seraient équitablement répartis. La logique de la concurrence, qui prévaut actuellement avec les caisses maladie, serait brisée. Enfin, et c'est peut-être le plus important, aucun profit ne sera plus réalisé sur le travail du « *care* » et le système de santé ne sera plus organisé à la manière d'un marché. Pour de plus amples informations (*en allemand*) :

<https://fckaf.de/D7i>

Relations avec l'actualité

Avec quels débats d'actualité le projet peut-il être rattaché ? Pourquoi le projet est-il d'actualité ?

La pandémie de coronavirus a particulièrement bien mis en lumière les problèmes de notre système de santé et soulevé l'importante question de savoir si notre santé devrait servir – ou non - les profits d'une minorité. Depuis la Grève féministe de 2019, l'importance du travail du « care » dans notre société a été largement débattue. Avec la pandémie, cette discussion a encore pris de l'ampleur. L'initiative s'attaque de manière frontale à la croyance selon laquelle l'avidité des individus pour le profit est le moyen le plus efficace de distribuer les ressources sociales.

5 Mobilisation/recrutement de membres

Comment votre projet peut-il apparaître comme attractif auprès de jeunes non-membres de la JS ? En quoi peut-il nous aider à convaincre des jeunes de nous rejoindre ?

Avec cette initiative, nous pouvons non seulement nous en prendre à l'hégémonie capitaliste, mais également concrètement soulager les plus faibles revenus, pour qui les primes représentent un énorme fardeau. Les primes représentent un tout aussi grand problème pour les jeunes à faibles revenus. C'est grâce à cela que nous pouvons convaincre des gens.

Le féminisme est une thématique touchant beaucoup les jeunes femmes et les jeunes personnes LGBT+. En démontrant la composante féministe de la lutte pour une santé sans logiques de marché, nous pouvons atteindre les personnes que le féminisme intéresse.

6 Objectifs

Quels sont les objectifs de votre projet ? Que voulez-vous obtenir à travers ce dernier ?

Avant tout, si l'initiative venait à être acceptée, les coûts de la santé seraient pour les résident·e·s suisses réduits et leur gestion démocratisée.

Cela conduirait à une amélioration sensible des conditions de vie de l'immense de la population.

En outre, l'initiative vise à changer le discours en affirmant que le travail du « care » ne devrait jamais être organisé sous une forme marchande. Elle permettrait également de sensibiliser une grande partie de la population aux interrelations économiques entre système de santé et travail du « care ». En partant de cette base, il serait possible de démontrer que le capitalisme n'est pas en mesure de garantir à toutes et tous une vie digne. Une autre société est possible et nécessaire, une société dans laquelle les besoins des personnes sont au centre absolu de l'attention.

7 Nouveauté

Y a-t-il déjà eu un projet similaire au vôtre (au niveau national ou international) au cours des 20 dernières années ? Si c'est le cas, signalez-le.

La revendication d'une caisse unique n'a absolument rien de nouveau. Au total, quatre initiatives ont traité de la question au cours des vingt dernières années. D'un point de vue socialiste, chacune de ces tentatives contenait, néanmoins, de graves défauts. L'initiative de 2003 demandait, par exemple, de réduire les coûts de la santé par l'intermédiaire de l'austérité, tandis que l'initiative de 2014 omettait la question du lien entre primes et revenu.

La nouveauté de la présente initiative ne réside donc pas dans la thématique abordée, mais dans le radicalisme et l'exhaustivité de ses revendications. De plus amples informations sur les précédentes initiatives sont disponibles ici (*en allemand*) : <https://fckaf.de/D7i>

8 Dans le cas d'un projet d'initiative : validité juridique

Votre initiative respecte-t-elle l'unité de la matière ? Est-elle, selon vous, réalisable et valide ? (En cas d'incertitude dans ce domaine, vous pouvez contacter le CD.)

Selon notre analyse juridique, l'initiative est valable.